



Conseil de sécurité

Distr. générale
8 avril 2019
Français
Original : anglais

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Compte rendu analytique de la seconde partie* de la 340^e séance (publique)

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 13 décembre 2018, à 15 heures

Président : M. Meza-Cuadra (Pérou)

Sommaire

Réunion spéciale du Comité contre le terrorisme sur la résolution 2396 (2017) du Conseil de sécurité : examen des Principes directeurs de Madrid (*suite*)

Session III : Sécurité des frontières et partage de l'information

Session IV : Lutte contre l'incitation à la commission d'actes terroristes, le recrutement et l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme

Session V : Mesures judiciaires, coopération internationale et stratégies concernant les poursuites, la réinsertion et la réintégration

Session VI : Renforcement des capacités et orientations visant à combattre les menaces actuelle et future que représentent les combattants terroristes étrangers, en particulier ceux qui sont de retour, ceux qui sont « relocalisés » et leur famille

Clôture de la séance.

* Le compte rendu analytique de la première partie de la séance, tenue le jeudi 13 décembre 2018, à 10 heures, est publié sous la cote [S/AC.40/SR.340](#).

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance reprend à 15 h 15.

**Réunion spéciale du Comité contre le terrorisme
sur la résolution 2396 (2017) du Conseil de sécurité :
examen des Principes directeurs de Madrid (suite)**

**Session III : Sécurité des frontières et partage
de l'information**

1. **M^{me} Dermarkar** [Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)], participante, accompagnant son exposé d'une projection de diapositives numériques, dit que plusieurs articles de la Convention relative à l'aviation civile internationale – qui établit le mandat général de l'OACI – portent expressément sur les renseignements préalables concernant les voyageurs et sur les dossiers passagers. Trois normes figurant à l'annexe 9 se rapportent à l'instauration d'un système de renseignements préalables concernant les voyageurs : la norme 9.5, qui dispose que tous les États contractants doivent mettre en place un tel système à compter du 23 février 2018 ; la norme 9.6, qui précise que le système doit être appuyé par les instruments juridiques adaptés et être conforme aux normes internationalement reconnues ; et la norme 9.7, dans laquelle il est recommandé que les États contractants définissent un ensemble commun d'éléments de données, conformément aux normes de construction des messages, et désignent un organisme gouvernemental qui recevra les renseignements préalables concernant les voyageurs au nom de tous les autres organismes.

2. L'annexe 9 comprend également deux normes et une pratique recommandée concernant les dossiers passagers : la norme 9.22, qui dispose que chaque État contractant doit aligner ses besoins en matière de données sur les lignes directrices relatives aux données des dossiers passagers figurant dans le Doc 9944 de l'OACI et dans les éléments indicatifs sur la mise en œuvre des messages PRNGOV ; la norme 9.22.1, qui fait obligation aux États contractants d'adopter et de mettre en œuvre le message PNRGOV fondé sur EDIFACT comme principal moyen de transfert des données des dossiers passagers des compagnies aériennes aux gouvernements ; et le paragraphe 9.23, dans lequel il est recommandé que les États envisagent l'incidence de la collecte et du transfert électronique de ces données sur la confidentialité.

3. Les dossiers passagers et les renseignements préalables concernant les voyageurs sont mentionnés à plusieurs reprises dans les Principes directeurs de Madrid, notamment les principes 17 et 19. Le principe

directeur 19 fait même expressément référence à l'annexe 9 de la Convention relative à l'aviation civile internationale. Il est impératif que les États Membres collaborent étroitement avec l'OACI dans le cadre de l'élaboration de normes relatives aux dossiers passagers et aux renseignements préalables concernant les voyageurs.

4. **M^{me} Neugebauer** [Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)], participante, souligne que les combattants terroristes étrangers continuent de profiter des défaillances au niveau de certains points de passage frontaliers pour entrer et sortir des zones de conflit incognito. Ils sont souvent en mesure de passer les frontières parce qu'ils ne sont pas connus des services de police, qu'ils voyagent sous une fausse identité ou que les agents de première ligne n'ont pas accès aux bases de données qui leur permettraient d'effectuer les contrôles nécessaires. Le rôle que joue INTERPOL dans la diffusion d'informations sur les combattants terroristes étrangers est pris en considération dans la version la plus récente des Principes directeurs de Madrid, de même que la nécessité de faire en sorte que les garde-frontières aient accès aux outils de l'organisation, sachant que la connexion des systèmes frontaliers nationaux aux systèmes d'information d'INTERPOL permet aux agents de première ligne de prendre rapidement des décisions éclairées concernant les passagers.

5. Compte tenu des tendances récemment observées quant aux mouvements de combattants terroristes étrangers, la participante propose que quatre questions supplémentaires soient abordées dans le cadre des Principes directeurs. Premièrement, il serait utile de mettre l'accent sur l'importance que revêt le partage des informations biométriques, qui constituent souvent le seul moyen d'identifier les terroristes de façon fiable lorsque ceux-ci dissimulent leurs véritables intentions en utilisant des noms d'emprunt et des passeports volés ou en créant de fausses empreintes numériques. En particulier, les États Membres devraient avoir davantage recours aux bases de données biométriques existantes, notamment les bases de données d'images faciales, d'empreintes digitales et d'ADN.

6. Deuxièmement, il importe de recueillir les données biométriques relatives aux détenus radicalisés. Les prisons sont souvent un terrain propice à l'extrémisme, et l'incarcération favorise la radicalisation de personnes condamnées pour tous types de délits, même mineurs. INTERPOL encourage les établissements pénitentiaires à coopérer avec les

services de répression en recueillant et en communiquant les données biométriques relatives aux extrémistes violents détenus dans leurs installations. Ces informations pourraient être transmises par l'intermédiaire des réseaux sécurisés de l'Organisation et se révéler être le chaînon manquant qui permettrait l'identification de combattants terroristes étrangers. INTERPOL applique des règles strictes à la protection de ce type de données.

7. Troisièmement, les Principes directeurs devraient mettre en exergue la nécessité pour les forces militaires et les services de police de partager les informations dont ils disposent dans les situations de conflit. Les acteurs militaires étant souvent les premiers à intervenir sur le terrain, ils sont les mieux placés pour recueillir et conserver les informations pertinentes. Si ces informations étaient communiquées aux services de répression, elles pourraient contribuer à faire aboutir les poursuites engagées contre des combattants terroristes étrangers. Toutes les informations ouvertes au public, notamment les empreintes digitales prélevées sur des engins explosifs improvisés et les données provenant d'ordinateurs et de téléphones portables, devraient être transmises à l'ensemble des services de répression par l'intermédiaire des réseaux sécurisés d'INTERPOL.

8. Quatrièmement, l'accent devrait être mis sur l'importance de l'accès à l'information en temps réel. Dans sa version actuelle, le principe directeur 21 fait référence à des unités de surveillance des frontières mobiles appuyées par des systèmes de contrôle transportables, comme la base de données en réseau mobile d'INTERPOL (MIND), qui s'appuie sur des informations stockées sur un disque dur. Bien que cette base de données soit préférable à une absence totale de connexion, INTERPOL a par la suite mis au point une solution plus efficace : sa base de données en réseau fixe (FIND), qui permet aux agents de première ligne de consulter en temps réel des bases de données essentielles, telles que celles des personnes recherchées, des documents de voyage volés ou perdus et des véhicules à moteur déclarés volés. Le système FIND est utilisé dans 80 États membres, et 15 autres pays s'emploient à l'intégrer dans leurs systèmes de gestion des frontières. Pour éviter les doubles emplois, les États Membres, plutôt que de créer leurs propres outils, devraient apprendre à utiliser les bases de données et les notices de différentes couleurs d'INTERPOL, qui sont très efficaces pour endiguer le flot de combattants terroristes étrangers.

9. **M. Baldwin** (Biometrics Institute), participant, dit qu'en 2018, le Biometrics Institute, organisation à but non lucratif qui promeut l'utilisation respectueuse et éthique de la biométrie, a été invité par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme à participer à l'élaboration de la publication intitulée « Protection des infrastructures critiques contre les attaques terroristes : Recueil de bonnes pratiques ». Y sont abordées des questions telles que le recours aux systèmes de vérification par comparaison de deux échantillons ou d'échantillons multiples aux fins de l'analyse des données biométriques provenant de particuliers ou recueillies sur les lieux d'un crime, l'échange de données entre les services de répression, les services de gestion des frontières et les forces armées, le partage de l'information aux niveaux bilatéral, multilatéral, régional et mondial, l'utilisation des bases de données biométriques d'INTERPOL, les points faibles de la biométrie et les normes relatives aux systèmes biométriques. Les auteurs du recueil ont souligné qu'il importait d'assurer un contrôle juridique et réglementaire aux niveaux national et régional et de veiller au respect du droit international des droits de l'homme, du droit international des réfugiés et du droit international humanitaire.

10. Des progrès considérables ont été accomplis dans le domaine de la biométrie depuis la formulation des Principes directeurs de Madrid en 2015. Le National Institute of Standards and Technology a récemment relevé que les logiciels de reconnaissance faciale étaient 20 fois plus efficaces en 2018 qu'au cours de la période 2010-2014 et que seules 0,2 % des recherches ne produisaient aucun résultat. Toutefois, si les acteurs de la lutte contre le terrorisme considèrent la rapidité des progrès techniques et l'efficacité accrue des algorithmes comme une évolution positive, les grandes entreprises du secteur de la technologie ont récemment fait part de leurs inquiétudes quant au rythme de développement et aux usages potentiels de ces nouvelles technologies. De nombreuses entreprises ont demandé aux gouvernements de mettre en place une réglementation adaptée et aux autres entreprises du secteur d'adopter une approche répondant davantage à l'intérêt général. Elles sont particulièrement préoccupées par les biais inhérents aux logiciels en matière de genre et d'origine ethnique, la menace que l'omniprésence de telles applications constitue pour la vie privée, la question du respect du principe de proportionnalité dans le cadre de l'utilisation des systèmes de recherche biométrique et la violation des libertés démocratiques qu'impliquerait l'exercice d'une surveillance de masse au moyen de

systèmes de reconnaissance faciale. Ces problèmes pourraient être encore aggravés par les progrès de l'intelligence artificielle.

11. Compte tenu de ces préoccupations, il est essentiel de veiller à ce que les acteurs de la lutte contre le terrorisme utilisent la biométrie de façon respectueuse et éthique, notamment dans le cadre de la gestion des combattants terroristes étrangers de retour. Il importe de trouver le juste équilibre entre efficacité opérationnelle et considérations juridiques et éthiques partout où des technologies biométriques sont déployées, faute de quoi la crédibilité de la biométrie dans son ensemble s'en trouverait gravement entachée.

12. **M. Avakov** [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)], participant, dit que l'examen des Principes directeurs de Madrid arrive à point nommé : si le recours aux bases de données, aux systèmes de dossiers passagers, aux systèmes de renseignements préalables concernant les voyageurs et à la biométrie a permis de renforcer la sécurité aux frontières, certains combattants terroristes étrangers parviennent toujours à voyager incognito. Les terroristes font une utilisation de plus en plus efficace d'Internet à des fins de recrutement, de financement, de formation et de planification, et se servent du réseau pour mener des attaques pernicieuses contre des infrastructures critiques et financer leur accès au marché de la criminalité en ligne. En outre, de plus en plus d'attentats sont organisés par des acteurs isolés ou de petites cellules situées dans d'autres pays.

13. Pour faire face à cette évolution de la menace terroriste, la communauté internationale s'est attachée à mettre l'accent sur la protection des infrastructures critiques et des cibles vulnérables, comme l'avait recommandé le Conseil de sécurité dans ses résolutions [2341 \(2017\)](#) et [2396 \(2017\)](#). De fait, dans son sixième rapport sur la menace que représente l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech) pour la paix et la sécurité internationales et sur l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour aider les États Membres à contrer cette menace ([S/2018/80](#)), le Secrétaire général a souligné que les terroristes multipliaient les attentats visant des lieux où se trouvaient de nombreux civils, en employant des moyens peu coûteux et peu sophistiqués, tels que des couteaux, des véhicules et des armes légères et de petit calibre.

14. Depuis plus d'une décennie, le Département des menaces transnationales de l'OSCE diffuse des pratiques exemplaires en matière d'évaluation des risques et de gestion des crises et s'emploie à

promouvoir la coordination entre les gouvernements et le secteur privé. Pour aider les États participants à accroître leur résilience face aux attaques terroristes, il a publié un guide des bonnes pratiques sur la protection des infrastructures énergétiques vitales non nucléaires contre des attaques terroristes, en particulier les menaces émanant du cyberspace, et mis en œuvre plusieurs activités relatives à l'évaluation des risques et à la gestion des crises afin de mieux faire connaître le guide et de promouvoir les pratiques exemplaires qui y sont répertoriées. Depuis mars 2016, il a également organisé neuf exercices de simulation en Europe et en Asie centrale.

15. En octobre 2018, les États participants de l'OSCE et des organisations internationales et régionales ont échangé des pratiques exemplaires en matière de protection des cibles vulnérables et examiné les menaces liées aux capacités offensives des terroristes. Les attentats contre des cibles molles se multiplient du fait que celles-ci sont généralement accessibles et peu sécurisées. Le secrétariat de l'OSCE entend redoubler d'efforts pour promouvoir la mise en œuvre des Principes directeurs de Madrid en prévision de l'inclusion dans l'additif à ces derniers de dispositions relatives à la protection des infrastructures critiques et des cibles vulnérables. À cette fin, l'OSCE et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, avec le concours d'INTERPOL, ont prévu d'organiser une série d'ateliers régionaux visant à mieux faire connaître le Recueil des bonnes pratiques en matière de protection des infrastructures critiques contre les attaques terroristes.

16. **M. Mgelladze** (Géorgie) dit que l'action menée par la communauté internationale pour combattre le terrorisme international doit être coordonnée, car aucun État n'est totalement à l'abri de cette menace imprévisible. Bien que le risque terroriste soit faible en Géorgie, le pays contribue activement à la lutte mondiale contre ce phénomène, notamment par l'intermédiaire de son centre de lutte contre le terrorisme, qui coordonne l'action de tous les organismes nationaux concernés et conserve les informations pertinentes dans une base de données, l'objectif étant de surveiller et d'analyser l'évolution des menaces liées au terrorisme. Des informations sont communiquées 24 heures sur 24 aux autorités chargées de la protection des frontières, toutes les personnes qui entrent dans le pays font l'objet d'un contrôle et les renseignements sont vérifiés par recoupement avec des bases de données qui sont régulièrement harmonisées avec celles des partenaires internationaux. La Géorgie a

soumis plusieurs milliers de personnes à des contrôles supplémentaires sur la foi d'informations communiquées par ses partenaires internationaux. Des combattants terroristes étrangers ayant tenté de transiter par le pays dans le contexte des récents changements survenus au Moyen-Orient, le Gouvernement géorgien a pris des mesures de prévention afin de maintenir un niveau de sécurité élevé aux frontières.

17. **M. Al-Maawda** (Qatar) dit que les Principes directeurs de Madrid ont un rôle important à jouer pour ce qui est de définir des pratiques exemplaires et d'aider les États à s'acquitter des obligations que leur imposent les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2178 (2014). Les Principes touchent à tous les aspects du phénomène des combattants terroristes étrangers, et la nature évolutive de la menace devrait être prise en compte dans la lutte contre la prolifération de ces combattants. À titre d'exemple, le recul de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) a provoqué le retour ou la relocalisation en masse de personnes qui se trouvaient dans les zones précédemment contrôlées par le groupe terroriste. Les États Membres devraient redoubler d'efforts pour faire face à ce problème et coopérer avec le Bureau de lutte contre le terrorisme, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le Forum mondial de lutte contre le terrorisme et d'autres organes compétents.

18. Les 30 et 31 octobre 2018, le Qatar a accueilli à Doha un forum sur le retour des combattants étrangers consacré à l'examen des politiques et des mesures permettant de lutter contre cette menace et de protéger les populations vulnérables. Les participants ont formulé des recommandations sur l'identification des combattants terroristes étrangers, diverses considérations d'ordre juridique et relatives aux droits de l'homme, les incidences du terrorisme sur les femmes et les enfants, l'évaluation de la menace, la réinsertion et la réintégration et les mesures à adopter face aux menaces futures. Le 30 octobre, un atelier a été organisé en marge du forum en coopération avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Réseau mondial de recherche dans le domaine de la lutte antiterroriste. Le 4 décembre 2018, la délégation qatari et la Direction exécutive du Comité ont tenu une réunion d'information conjointe sur le forum.

19. **M. Kelapile** (Botswana) dit que les répercussions des actes terroristes sont encore aggravées par l'absence de définition universelle du terrorisme. Les partenariats mondiaux, régionaux et locaux sont des composantes essentielles de la lutte contre le terrorisme et

l'extrémisme violent. Le Botswana s'emploie sans relâche à améliorer son cadre de lutte antiterroriste : il a ainsi modifié sa loi antiterroriste en 2018, adopté des lois sur des questions connexes, notamment le renseignement financier, les armes et les munitions, l'interdiction des armes chimiques, la cybercriminalité, la criminalité informatique et les contrôles douaniers, et créé des entités stratégiques chargées des analyses relatives à la lutte contre le terrorisme, du contrôle des opérations financières et de la supervision de la lutte contre la drogue et les armes de destruction massive. Avec l'aide de divers organismes des Nations Unies, le Botswana élabore actuellement une stratégie antiterroriste alignée sur la stratégie et le plan d'action régionaux de lutte contre le terrorisme établis par la Communauté de développement de l'Afrique australe. Il est encourageant de constater que les États Membres redoublent d'efforts pour intégrer les questions de genre dans les politiques visant à lutter contre l'extrémisme violent, conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. La délégation botswanaise partage l'opinion émise par d'autres délégations au cours de la présente séance spéciale et considère qu'il faudrait apporter aux pays en développement l'appui et les compétences techniques nécessaires en matière de lutte antiterroriste.

20. **M^{me} Inanç Örnekol** (Turquie) dit que, depuis la défaite de l'EIL sur le terrain, les actes de terreur sont davantage commis en dehors des zones de conflit et contrôlés en ligne par des acteurs isolés et des cellules, et que la transformation de la structure hiérarchique de l'EIL en unités autonomes complique le travail de détection. Les risques connexes se sont également diversifiés, puisque l'idéologie du groupe trouve un écho dans le monde entier, que son mode opératoire peut être imité partout et que, selon certaines informations, des terroristes de l'EIL se seraient rendus dans d'autres zones de conflit.

21. La Turquie est depuis longtemps aux avant-postes de la lutte contre l'EIL, Al-Qaida et leurs affiliés, et s'emploie de longue date à empêcher les combattants terroristes étrangers de transiter par son territoire pour se rendre dans des zones de conflit ou lorsqu'ils en reviennent. À ce jour, plus de 11 000 personnes affiliées à l'EIL et à Al-Qaida, dont près de la moitié sont étrangères, ont été arrêtées dans le pays. La Turquie sait combien il importe de mettre au point une approche multidimensionnelle de la lutte contre le terrorisme axée sur le renforcement des capacités et de la résilience et sur l'adoption de mesures permettant de trouver des solutions viables face à l'extrémisme violent. Elle

refuse catégoriquement d'associer l'extrémisme violent à une religion en particulier, ayant été amenée à constater que les extrémistes violents peuvent appartenir à divers groupes religieux et non religieux. La communauté internationale doit faire preuve de vigilance face à l'islamophobie et aux discours populistes ou d'extrême droite. Les Unités de protection du peuple et d'autres groupes affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan sont un bon exemple de groupes de combattants terroristes étrangers qui ne sont pas affiliés à une religion particulière.

Session IV : Lutte contre l'incitation à la commission d'actes terroristes, le recrutement et l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme

22. **M. Gilmour** (Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme), participant, estime que le fait d'adopter des mesures antiterroristes sans tenir compte de leurs incidences sur les droits de l'homme risque non seulement de porter atteinte aux droits fondamentaux, mais aussi de nuire aux initiatives de lutte contre le terrorisme. Il s'est révélé difficile pour l'ONU comme pour les gouvernements nationaux de trouver le juste équilibre entre répression de l'incitation au terrorisme et protection de la liberté d'expression. Certains gouvernements invoquent le risque terroriste pour justifier l'arrestation arbitraire de chefs de file religieux et intellectuels, ce qu'invoquent ensuite les extrémistes pour faire valoir que le terrorisme est le seul moyen efficace de protéger l'humanité. Les groupes extrémistes peuvent qualifier d'abus de pouvoir des mesures antiterroristes et s'en servir, même si elles sont compatibles avec les droits de l'homme, pour inciter davantage de personnes à commettre des actes terroristes ou à rejoindre leurs rangs. Outre ces difficultés opérationnelles, les gouvernements doivent souvent composer avec des pressions politiques internes qui ne vont pas dans le sens du respect des normes relatives aux droits de l'homme.

23. À cet égard, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a recommandé aux États Membres quatre stratégies concrètes. Premièrement, les États devraient procéder à un examen systématique des politiques, lois et mesures relatives à l'incitation, au recrutement et à l'extrémisme afin d'en évaluer l'efficacité et de recenser les pratiques potentiellement néfastes de certains acteurs étatiques. Le Haut-Commissariat est prêt à apporter son aide aux gouvernements dans ce domaine et a récemment publié des directives sur les moyens de lutter contre les combattants terroristes étrangers dans le respect des

droits de l'homme, dont une section est consacrée à l'extrémisme violent. Le Haut-Commissariat peut également fournir une assistance technique sur demande, notamment des conseils sur la question de savoir si une référence faite à l'extrémisme dans un projet de loi est trop vague ou si la suppression de contenus en ligne risque de constituer une violation de certains droits ou d'alimenter l'extrémisme.

24. Deuxièmement, sachant que les extrémistes prétendent souvent que les mesures antiterroristes sont abusives même si elles sont respectueuses des droits de l'homme, les gouvernements devraient s'employer activement à déployer des stratégies générales relatives aux droits de l'homme dans les communautés touchées. Des programmes visant à promouvoir les droits économiques, sociaux, culturels, politiques et civils ou à défendre les droits à l'éducation, au travail, à la non-discrimination et à l'identité permettraient de renforcer la confiance dans l'État et de limiter le pouvoir d'attraction des recruteurs. Ainsi, les autorités nationales seraient mieux à même d'identifier les groupes vulnérables et de les protéger des effets du terrorisme et de la lutte antiterroriste. Le Haut-Commissariat peut également aider les États Membres à faire en sorte que les recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel se traduisent rapidement par des mesures concrètes et visibles.

25. Troisièmement, le renforcement des liens entre les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, le Haut-Commissariat et les mécanismes nationaux accroîtrait considérablement l'efficacité des mesures prises pour lutter contre le terrorisme à l'échelon national. Les États Membres devraient être conscients que le cloisonnement des activités de l'Organisation a des effets néfastes et qu'il importe d'adopter une démarche cohérente à l'échelle du système des Nations Unies. Le Haut-Commissariat est prêt à œuvrer à l'amélioration de la coordination.

26. Quatrièmement, la société civile devrait être considérée comme un partenaire clef de l'action menée par les États pour combattre l'extrémisme violent et le terrorisme. Le principe 10 des Principes directeurs de Madrid met l'accent sur l'obligation qui est faite aux gouvernements de veiller à ce que la capacité des acteurs non gouvernementaux d'opérer dans un environnement sûr soit préservée et à ce que les droits de l'homme et les libertés fondamentales soient pleinement respectés. Si elles disposaient de l'espace dont elles ont besoin pour agir, les organisations de la société civile pourraient aider les États Membres à lutter contre

l'extrémisme violent, non seulement en éliminant les conditions propices au terrorisme, mais aussi en se posant en partenaires fiables de la lutte antiterroriste. Depuis les attentats de septembre 2001, les gouvernements ont souvent adopté des lois qui limitent la liberté d'action de la société civile ou qualifié de terroristes des militants de la société civile dont les opinions diffèrent des leurs.

27. **M. Chiaromonte** (Chef des divisions du droit pénal et de la lutte contre le terrorisme, Conseil de l'Europe), participant, dit que le Conseil de l'Europe, dans sa volonté de promouvoir les droits de l'homme, l'état de droit et la démocratie, appuie pleinement l'objectif des Nations Unies consistant à prévenir et à réprimer le terrorisme sous toutes ses formes et à traduire les terroristes en justice. Le Conseil de l'Europe attend avec intérêt la publication de la version actualisée des Principes directeurs de Madrid, car ce document est un outil essentiel dont il se sert au quotidien pour gérer la question des combattants terroristes étrangers.

28. En 2015, le Conseil de l'Europe a adopté le Protocole additionnel à sa Convention pour la prévention du terrorisme, qui reprend des éléments clefs de la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité. Le Protocole additionnel a été ratifié par la plupart des États européens et par l'Union européenne, et constitue un instrument pratique qui permet aux services de répression de restreindre les mouvements de combattants terroristes étrangers et de revenants. Depuis décembre 2016, le Conseil de l'Europe exploite le Réseau 24/7 de Points de contact sur les combattants terroristes étrangers, par l'intermédiaire duquel les participants envoient des alertes en temps réel sur les mouvements que des personnes suspectes effectuent d'un État à un autre. En avril 2018, le Conseil de l'Europe a adopté une recommandation sur les terroristes agissant seuls, inspirée des Principes directeurs de Madrid, par exemple ceux liés aux initiatives concernant la police de proximité et l'application des lois relatives à Internet. Le Conseil de l'Europe a également repris de nombreux éléments des Principes directeurs de Madrid dans sa stratégie contre le terrorisme (2018-2022), adoptée en juillet 2018. En juin 2019, le Conseil de l'Europe organisera à Madrid, conjointement avec le Gouvernement espagnol, une réunion internationale consacrée aux poursuites contre les terroristes étrangers. En 2019, il continuera d'étudier les liens entre la criminalité organisée et le terrorisme et commencera à envisager de rassembler des éléments de preuve provenant des zones de conflit en vue d'engager des poursuites pénales.

29. Étant donné que la criminalisation de l'incitation, du recrutement et de l'association avec des groupes terroristes ne suffira jamais pour prévenir et réprimer le terrorisme, le Conseil se concentre de plus en plus sur la lutte contre la propagande terroriste et la radicalisation. Pour trouver un équilibre entre les objectifs tout aussi légitimes que sont la préservation des droits fondamentaux et la protection des citoyens contre le terrorisme, il importe de veiller à ce que les mesures antiterroristes soient largement reconnues comme légitimes, nécessaires, conformes aux obligations découlant du droit international et en phase avec les exigences de l'état de droit. Si cet équilibre n'est pas trouvé, le terrorisme, plutôt que d'être freiné, gagnera inévitablement du terrain.

30. **M. Mehdiyev** [Organisation de coopération islamique (OCI)], participant, dit que l'OCI accorde la priorité au programme de lutte contre le terrorisme, dont elle est constamment à l'avant-garde. Elle a été la première organisation intergouvernementale à adopter à l'unanimité une définition du terrorisme, qu'elle a ensuite utilisée dans ses politiques et mesures de lutte contre le terrorisme. À l'occasion de la quarante-deuxième session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OCI, tenue au Koweït en 2015, les participants ont adopté des résolutions visant à mettre en avant et à confirmer la politique antiterroriste de l'organisation. Dans le Programme d'action OCI-2025 sont décrits de nouveaux objectifs stratégiques ainsi que le rôle de l'organisation en tant qu'agent efficace de la paix et du développement dans le monde musulman.

31. Les États membres de l'OCI sont gravement préoccupés par l'intensification de l'intolérance et de la discrimination à l'égard des musulmans. La communauté internationale doit être tout aussi préoccupée, car l'islamophobie fait le jeu des extrémistes et affaiblit les efforts déployés pour lutter contre l'extrémisme violent. Le terrorisme et l'extrémisme violent n'ont ni religion, ni race, ni ethnie et ne peuvent être combattus par les seuls moyens sécuritaires ou militaires. Des efforts doivent être faits pour analyser les causes profondes du terrorisme, élaborer des plans d'action appropriés et apporter une solution aux dimensions multiples de ce phénomène. L'OCI a créé le Centre pour le dialogue, la paix et l'entente, qui mène des campagnes de contre-propagande sur les médias sociaux et dans le cyberspace pour dénoncer les contrevérités diffusées par les terroristes. Les États membres de l'OCI ont également entrepris d'examiner la Convention de l'Organisation de la Conférence islamique pour

combattre le terrorisme international, avec l'appui de l'ONU. L'organisation se réjouit à la perspective de poursuivre son partenariat avec le Comité et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

32. **M. Clark** (Moonshot CVE), participant, dit que Moonshot CVE est une organisation non gouvernementale composée d'une trentaine de personnes ayant des compétences dans des domaines qui vont de la technologie à la défense en passant par le marketing. L'organisation travaille en collaboration avec des partenaires du secteur de la technologie et des pouvoirs publics afin de coordonner des campagnes de diffusion en ligne de messages contre l'extrémisme, d'aider les partenaires de la société civile à concevoir leurs propres programmes de lutte contre l'extrémisme violent et de mettre au point des solutions permettant d'établir un lien entre les utilisateurs qui risquent de se radicaliser et le dispositif de soutien local. Les terroristes ont longtemps été considérés comme ayant l'avantage pour ce qui d'exploiter Internet, avantage qu'ils ont eu du mal à conserver ces dernières années. De grandes sociétés fournissant des services Internet, comme Google, Twitter et Facebook, ont noué des partenariats dans le cadre de forums mondiaux de lutte contre le terrorisme soutenus par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et collaborent avec des organisations de la société civile pour empêcher les terroristes de trouver des sanctuaires sur Internet. Même si ces sociétés peuvent réaliser des progrès technologiques considérables du fait qu'elles possèdent les infrastructures nécessaires, il faudrait recourir à des solutions fondées sur l'expertise humaine et à des partenariats avec des experts compétents pour lutter contre l'utilisation d'Internet par les terroristes et les extrémistes.

33. En 2015, Moonshot CVE a collaboré avec Google pour développer « Redirect Method ». Grâce à cette méthode, désormais appliquée dans plus d'une dizaine de pays, les utilisateurs qui recherchent des contenus extrémistes violents en ligne sont redirigés vers des messages de publicité lancés par Google en guise de contre-discours et de contenus alternatifs. Moonshot CVE et Google ne créent pas ces contre-discours et contenus alternatifs, mais ils choisissent et promeuvent des liens vers des contenus déjà mis en ligne, notamment par des organisations de la société civile. Redirect Method permet également de mettre les utilisateurs en relation avec les organismes de soutien locaux en plein essor partout dans le monde.

34. L'initiative Redirect Method est un exemple de la manière dont Internet peut être utilisé pour créer des résultats concrets dans la vie de personnes vulnérables. Elle dépend toutefois de partenariats de travail solides entre des équipes de spécialistes de la lutte antiterroriste, des organisations de la société civile locale et de grandes entreprises du secteur technologique. Bien qu'il existe une forte dynamique en faveur de ce type de partenariats, le Comité doit veiller à ce que les Principes directeurs de Madrid donnent pour mandat aux entreprises concernées de lutter contre l'extrémisme violent en utilisant leurs plates-formes et mettent l'accent sur l'importance de partenariats créatifs étroits entre les entreprises technologiques, les spécialistes de la lutte antiterroriste et la société civile.

35. **M. Shabaltas** (Fédération de Russie) demande si l'adoption d'instruments internationaux de lutte contre le terrorisme, tels que la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité et la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, a conduit les États Membres à modifier leur législation interne relative à l'incitation au terrorisme et à la suppression des contenus mis en ligne.

36. **M. Atlassi** (Maroc) dit que le Maroc tient à exprimer sa solidarité à la France à la suite de l'attentat terroriste perpétré à Strasbourg le 11 décembre 2018. Cet attentat rappelle opportunément que la défaite militaire de l'EIL n'a pas abouti à l'éradication du terrorisme mais a pu intensifier l'afflux de combattants terroristes étrangers. Il nous rappelle également qu'il est urgent de revoir les Principes, en particulier les références à l'utilisation des bases de données d'INTERPOL, des renseignements préalables concernant les voyageurs et des dossiers passagers, à l'échange d'informations et à la coopération régionale. Au cours du Forum mondial de lutte contre le terrorisme que le Maroc a coprésidé, plusieurs instruments importants de lutte contre le terrorisme ont été adoptés, parmi lesquels l'Addendum au Mémoire de La Haye-Marrakech sur les bonnes pratiques pour répondre plus efficacement au phénomène des combattants terroristes étrangers, axé sur les combattants terroristes étrangers de retour dans leur pays. En septembre 2018, sous les auspices du Forum mondial de lutte contre le terrorisme, le Maroc et les États-Unis ont lancé l'Initiative sur les déplacements de terroristes afin de renforcer les capacités en matière de détection et d'interdiction des déplacements des terroristes en améliorant les procédures de détection des terroristes et la mise en commun des informations. La délégation marocaine encourage les États Membres à

maintenir la dynamique des consultations menées sous les auspices du Forum mondial contre le terrorisme.

37. **M. Clark** (Moonshot CVE), répondant au représentant de la Fédération de Russie, dit qu'un débat est en cours sur l'efficacité du blocage des contenus que les terroristes mettent en ligne. La suppression des contenus pourrait rendre plus difficile l'étude du comportement des terroristes et, souvent, les contenus supprimés d'un site réapparaissent immédiatement ailleurs. Les méthodes préconisées par Moonshot CVE privilégient l'accès à d'autres contenus plutôt que l'interdiction pure et simple des contenus à caractère terroriste.

Session V : Mesures judiciaires, coopération internationale et stratégies concernant les poursuites, la réinsertion et la réintégration

38. **M. Karimipour** [Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)], participant, dit que l'ONUDC accueille avec satisfaction l'examen des Principes directeurs de Madrid. Les résolutions 2178 (2014) et 2396 (2017) du Conseil de sécurité sont des étapes importantes, en ce sens que les États Membres y expriment leur entente quant à la nécessité d'élaborer des stratégies en matière de poursuites, de réinsertion et de réintégration dans le cadre d'une réponse globale et intégrée à la menace du retour et de la relocalisation des combattants terroristes étrangers. En s'appuyant sur le texte révisé de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus, dont il est dépositaire, l'ONUDC aide les États Membres dans leurs efforts de prévention du terrorisme et de réforme du système pénitentiaire.

39. Sur la base de l'expérience de l'ONUDC, l'orateur souhaite formuler huit recommandations concernant la prévention du terrorisme et la réforme du système pénitentiaire. Premièrement, l'action antiterroriste proposée devrait être intégrée dans la réforme des conditions carcérales en général, pour remédier notamment au surpeuplement, à la corruption, à la violence et à la discrimination. Deuxièmement, les administrateurs d'établissements pénitentiaires devraient consacrer des ressources importantes au recrutement, à la sélection et à la formation de leur personnel, qui joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la réforme. Des mesures de précaution devraient par ailleurs être prises pour s'assurer qu'aucun membre du personnel ne fait partie d'un groupe terroriste ou criminel et n'est utilisé pour infiltrer les prisons. Troisièmement, il faudrait dès le début évaluer

les risques que représentent les nouveaux détenus, car les informations sur leur parcours personnel, leurs antécédents criminels, leurs contacts et leur idéologie peuvent aider à faire en sorte de les placer dans les quartiers pénitentiaires appropriés. Quatrièmement, les terroristes et les extrémistes violents devraient être séparés compte tenu de leur sexe, de leur statut juridique et de leur âge, en fonction du risque qu'ils représentent, de leur casier judiciaire, et du fait qu'il faut leur réserver un traitement et une surveillance particuliers pour des raisons de sécurité. Cinquièmement, les administrateurs d'établissements pénitentiaires doivent décider de l'endroit qui se prête à la détention des terroristes et des extrémistes violents, leur isolement, leur regroupement, leur dispersion ou leur intégration étant déterminés par des facteurs propres à chaque individu. Sixièmement, les administrateurs d'établissements pénitentiaires devraient disposer d'un système de renseignement structuré leur permettant de recueillir, d'évaluer et de communiquer les informations relatives aux terroristes et aux extrémistes violents, les recruteurs de terroristes gardant souvent un profil bas et donnant l'impression de se conformer au régime carcéral. Septièmement, la démarche de dissociation devrait être adaptée à chaque individu et tenir compte des pays et des cultures dans lesquels les intéressés sont remis en liberté. Il faut décider si ces efforts ont pour but de déradicaliser le détenu (changer ses valeurs fondamentales) ou de le dissocier de la violence (changer son comportement). Huitièmement, la libération des détenus devrait être mieux préparée, par exemple en les soumettant progressivement à des restrictions moins sévères sur la base d'estimations périodiques des risques.

40. L'ONUDC collabore avec les États Membres pour renforcer les capacités des administrations pénitentiaires dans le monde entier et a élaboré des directives actualisées sur divers aspects de la prévention du terrorisme et de la gestion des établissements pénitentiaires, comme sa liste de contrôle destinée à évaluer le respect des Règles Nelson Mandela concernant le traitement des détenus et la Feuille de route pour l'élaboration de programmes de réadaptation en milieu carcéral. En 2019, il lancera une formation en ligne fondée sur des scénarios présentant des vidéos sur les pratiques de gestion d'établissements pénitentiaires de divers pays. L'ONUDC collabore également avec le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme à la mise en œuvre d'une initiative pluriannuelle axée sur la gestion des détenus extrémistes violents et la prévention de la radicalisation violente

dans les établissements pénitentiaires, qui s'appuie sur le Manuel sur la gestion des détenus extrémistes violents et la prévention de la radicalisation violente en milieu carcéral de l'ONUDC.

41. **M. Egbom** (Commission du bassin du lac Tchad), participant, dit que le troisième pilier de la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram concerne spécifiquement le désarmement, la démobilisation, la réadaptation, la réinsertion et la réintégration des personnes associées à Boko Haram. La Stratégie régionale se déroule en quatre étapes : le filtrage, les poursuites, la réinsertion et la réintégration.

42. Il est important de procéder au filtrage des membres de Boko Haram qui se sont rendus ou qui ont été arrêtés, car cela permet de vérifier leur identité. S'ils ne sont pas ressortissants de l'État Membre dans lequel ils ont été arrêtés, ils sont transférés dans leur pays d'origine pour y faire l'objet d'une enquête plus approfondie et éventuellement de poursuites. Le filtrage ne donne pas toujours lieu à des poursuites ; il peut arriver que des suspects soient libérés et fassent l'objet de mesures de réinsertion.

43. Les poursuites sont essentielles au succès global de la Stratégie régionale, mais elles doivent reposer sur une base judiciaire solide, en particulier sur un code pénal uniforme. Bien que les différences entre les procédures pénales des États anglophones et francophones créent des difficultés, les gouvernements des pays de la région prennent des mesures constructives pour arrêter et poursuivre en justice les membres de Boko Haram conformément à leur législation nationale.

44. Il est inquiétant de constater que, parmi les pays fournissant des contingents à la Force multinationale mixte, seul le Nigéria a adopté un programme de réadaptation véritablement complet, du fait qu'une approche laxiste de la réinsertion pourrait rendre les ex-combattants encore plus dangereux. Le rôle de la Commission dans l'évaluation, la coordination et l'appréciation de l'état d'avancement des programmes de réinsertion est crucial, car elle veille à ce que tous les pays fournisseurs de contingents participent activement au processus de réinsertion. Des programmes de réinsertion devraient également exister pour les victimes, comme les filles enlevées par Boko Haram à Chibok en 2014. La plupart des filles libérées ont été inscrites à l'université par le Gouvernement nigérian, qui continue de superviser leur réinsertion.

45. Pendant la phase de réintégration, il est important d'identifier correctement et de surveiller étroitement toutes les personnes associées à Boko Haram afin de prévenir toute récidive. Actuellement, les autorités gouvernementales surveillent les activités des ex-combattants pendant un laps de temps raisonnable avant de les libérer. Elles font également tout leur possible pour que les victimes de Boko Haram ne prennent pas de mesures de représailles contre les ex-combattants.

46. La Stratégie régionale est à un stade embryonnaire de sa mise en œuvre et elle subira les effets des difficultés futures, notamment l'insuffisance des moyens, les différences entre les systèmes judiciaires et la faiblesse des économies. Néanmoins, les avantages matériels de sa mise en œuvre l'emportent largement sur les éventuels inconvénients à court et à long termes. Les organismes régionaux et internationaux, les organisations non gouvernementales, les organisations privées, les groupes d'entreprises et les entreprises privées devraient contribuer à la promotion de l'exécution de tous les programmes de filtrage, de poursuites, de réinsertion et de réintégration des ex-combattants, non seulement dans la zone couverte par la Commission du bassin du lac Tchad mais aussi dans la zone couverte par d'autres organisations.

47. **M. Quigley** [Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE), Organisation des États américains (OEA)], participant, dit que l'OEA a largement contribué à l'élaboration d'un cadre régional pour l'application de la Convention interaméricaine contre le terrorisme et à la cohésion entre les instruments universels et régionaux pertinents, notamment les résolutions [1373 \(2001\)](#), [2178 \(2014\)](#), [2322 \(2016\)](#) et [2396 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité et les Principes directeurs de Madrid. Lors de la dix-huitième session ordinaire du CICTE, tenue à Washington en mai 2018, les États membres de l'OEA ont adopté la Déclaration intitulée « Renforcer les efforts consentis à l'échelle continentale pour aborder et faire échec à l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme », dans laquelle ils se sont dits préoccupés par la menace sérieuse et grandissante que constituent les combattants terroristes étrangers ainsi que tous ceux qui commettent, organisent, incitent à commettre ou facilitent des actes de terrorisme ou se servent de leur idéologie extrémiste pour promouvoir la radicalisation. Les États membres de l'OEA y ont également exprimé à nouveau leur attachement à leurs obligations au titre de la résolution [2396 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité et souligné la nécessité que le Secrétariat du CICTE prenne les mesures nécessaires au renforcement de l'assistance

technique qu'il fournit dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le terrorisme.

48. Le CICTE s'efforce de reprendre les Principes directeurs de Madrid dans ses programmes actuels. Aligné sur le principe directeur 15, son programme de facilitation de l'identification et de la sécurité des voyageurs a rendu faciles l'identification et le passage en toute sécurité des voyageurs dans les Amériques et permis de renforcer les mesures de sécurité relatives à la délivrance et au contrôle des titres de voyage. Le CICTE collabore avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice dans le cadre du Programme sur la sécurité lors des grandes manifestations, ce qui permet aux États membres de l'OEA de planifier la protection des cibles molles et d'élaborer des stratégies et des outils destinés à prévenir les attentats terroristes avant, pendant et après les manifestations de grande envergure.

49. Une approche régionale et intégrée est la seule réponse efficace face à la menace que constituent le phénomène de plus en plus marqué des combattants terroristes étrangers et la radicalisation potentielle des groupes vulnérables, y compris les populations carcérales, dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Toutefois, de nombreux gouvernements de la région n'ont ni les moyens ni les ressources nécessaires pour suivre les extrémistes de retour, en particulier ceux qui ont une expérience opérationnelle et des liens avec des extrémistes internationaux. Les organisations régionales devraient appuyer les efforts déployés aux niveaux national, sous-régional et régional pour adopter des stratégies de lutte contre le terrorisme et s'attaquer aux liens entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

50. Les États membres devraient s'assurer qu'ils disposent des instruments juridiques nécessaires au renforcement de la coopération internationale et régionale et du partage des informations ; mettre en place des contrôles efficaces aux frontières ; délivrer des titres de voyage sécurisés ; élargir la portée des enquêtes et les poursuites criminelles afin d'y inclure le recours aux données de renseignement comme moyen de preuve recevable et les techniques spéciales d'enquête ; et prévoir des mécanismes appropriés d'entraide judiciaire et d'extradition, tout en maintenant le principe de la double incrimination au cœur de leur système judiciaire afin d'empêcher les auteurs d'actes terroristes d'utiliser des sanctuaires. Ils devraient également trouver des moyens d'établir un contact avec les personnes vulnérables à la radicalisation et à l'extrémisme violent

et soutenir la réinsertion des personnes déradicalisées reconnues coupables d'actes terroristes en proposant d'autres solutions fondées sur l'éducation et le dialogue.

51. **M^{me} Mehra** (Centre international pour la lutte contre le terrorisme), participante, s'exprimant par vidéoconférence, dit que même si les combattants terroristes étrangers relocalisés ou de retour sont moins nombreux que prévu, ces individus demeurent une menace potentielle, par exemple en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est, en Afghanistan et en Libye. De nombreux pays ont du mal à les poursuivre en justice, en partie en raison de manque de preuves recevables, mais aussi parce qu'il est difficile de trouver des éléments de preuve permettant de les juger pour les crimes qu'ils ont commis. En Europe, la première vague de combattants terroristes étrangers sera bientôt libérée après avoir purgé des peines relativement courtes au motif de leur appartenance à une organisation terroriste ou de leur participation à des actes préparatoires à des infractions, les preuves disponibles n'ayant pas été suffisantes pour entraîner des peines d'emprisonnement plus longues.

52. Le Centre international pour la lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme étudient la possibilité de recueillir sur le champ de bataille des informations qui pourraient ensuite servir de preuves devant les tribunaux dans le cadre de l'état de droit, et travaillent à l'élaboration de directives connexes à l'intention des États Membres. Les éléments de preuve peuvent être des documents ou des cartes de membre établissant un lien avec des organisations terroristes, comme les dossiers découverts à Sinjar (Iraq) en 2007, qui contenaient des informations sur environ 700 combattants terroristes étrangers ; des ordinateurs et téléphones portables contenant des publications sur les médias sociaux, des photos, les coordonnées de certains réseaux et les déclarations de témoins et de victimes ; et des empreintes digitales relevées sur des objets physiques tels que des armes, des bombes et des engins explosifs artisanaux. Les directives à l'intention des États Membres porteront uniquement sur les informations recueillies dans les situations de conflit, d'après-conflit et à haut risque qui pourraient être utilisées aux fins d'engager devant des juridictions pénales nationales des poursuites liées aux infractions terroristes décrites dans les conventions internationales applicables et dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

53. Certains éléments de ces directives pourraient être pertinents pour l'examen des Principes directeurs de

Madrid. Premièrement, la collecte de preuves par l'armée devrait toujours être considérée comme une exception et non comme la règle : l'armée ne devrait recueillir des preuves que si les autorités de police et les procureurs ne peuvent le faire sur le terrain, l'objectif étant de renforcer les dispositifs de justice pénale applicables au terrorisme, plutôt que de militariser les mesures de lutte contre le terrorisme. Deuxièmement, lorsqu'elle gère, recueille et communique des informations, l'armée doit en tout temps respecter l'état de droit, le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Les directives en cours d'élaboration contiennent des recommandations spécifiques relatives au respect du droit à la sécurité et d'autres droits de l'homme, tels que le droit de ne pas être soumis à la torture, le droit à un procès équitable et le droit à la vie privée. Troisièmement, lorsqu'elle recueille des informations, l'armée doit pleinement respecter les principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. Quatrièmement, pour que des informations soient admises comme preuves devant les tribunaux, elles doivent être tenues à jour et la chaîne de responsabilité et d'intégrité doit être dûment respectée. Cinquièmement, certains États Membres pourraient devoir accorder une autorisation légale à leur armée afin que celle-ci puisse recueillir des éléments de preuve, et devront modifier leur législation pour que ces informations puissent être utilisées comme preuves devant les tribunaux. Sixièmement, il est important de sensibiliser les parties prenantes concernées et de renforcer leur coopération, et de dispenser aux militaires une formation à la collecte d'éléments de preuve.

54. **M^{me} Boniface** (France) appuie les recommandations formulées par le représentant de l'ONUDC en ce qui concerne la prévention de la radicalisation dans les prisons, question dont la France a fait une priorité lors de la mise à jour de son plan d'action contre le terrorisme en juillet 2018. Elle se demande dans quelle mesure les stratégies de poursuite, de réinsertion et de réintégration tiennent compte des problèmes propres aux enfants.

55. De l'avis de **M. Karimipour** (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime), il importe de considérer les enfants recrutés en vue de commettre des actes terroristes comme des victimes, car ils n'ont pas les facultés mentales nécessaires pour prendre des décisions d'adultes, sont influençables et peuvent facilement être manipulés par autrui à des fins terroristes. En collaboration avec les États Membres et des experts, l'ONUDC a élaboré le Manuel relatif aux enfants recrutés et exploités par des groupes terroristes,

qui présente les meilleures pratiques en matière de lutte contre l'enrôlement d'enfants et de prise en charge des enfants qui se trouvent dans une zone de guerre ou sont mêlés au terrorisme. En outre, l'ONUDC a organisé des réunions avec des experts afin d'élaborer des pratiques optimales sur l'utilisation du sport pour lutter contre la radicalisation des mineurs et a conçu et distribué aux États Membres d'autres outils visant à répondre aux besoins particuliers des enfants.

56. **M. Egbom** (Commission du bassin du lac Tchad) dit que le Gouvernement nigérian a prêté une assistance supplémentaire à bon nombre des enfants enlevés par Boko Haram en 2014 à Chibok et ensuite libérés. Bien que plusieurs insurgés de Boko Haram aient été poursuivis devant des tribunaux fédéraux, un suspect a été libéré en vertu de la règle du doli incapax, car il était mineur au moment de commettre les crimes de 2015 qui lui étaient reprochés. Le Gouvernement essaie toujours de réinsérer les mineurs et de veiller à ce qu'il ne leur soit pas infligé de punition excessive. L'opération « Safe Haven » comprend un plan complet de réinsertion des enfants. Des programmes exhaustifs ont également été mis en place dans le bassin du lac Tchad afin de protéger les enfants des conséquences des activités de Boko Haram. Étant donné que le Gouvernement nigérian et les Gouvernements des pays du bassin du lac Tchad n'enrôlent pas de mineurs dans leurs forces armées, tous les enfants soldats de la région ont forcément été recrutés par des terroristes ou des insurgés. Dès qu'un enfant soldat est libéré, le Gouvernement nigérian le prend en charge conformément au droit interne et aux normes internationales.

Session VI : Renforcement des capacités et orientations pour faire face à l'évolution de la menace que représentent les combattants terroristes étrangers, en particulier les combattants rapatriés, les combattants relocalisés et leurs familles

57. **M. Khan** (Bureau de lutte contre le terrorisme), participant, estime que, face à l'évolution de la menace que représentent les combattants terroristes étrangers, une action multilatérale concertée s'impose. Bien que la perte de nombreux territoires par l'EIIL en Syrie et en Iraq constitue un important motif de satisfaction, la communauté internationale doit rester vigilante et continuer de resserrer la coopération en matière de lutte contre le terrorisme aux niveaux mondial, régional et national. La résolution [2178 \(2014\)](#) a marqué une étape importante à cet égard, puisqu'elle oblige les États Membres à prévenir les activités de recrutement,

d'organisation, de transport ou d'équipement bénéficiant à des combattants terroristes étrangers ainsi que le financement de leurs voyages et activités, et a ouvert la voie à l'établissement des Principes directeurs de Madrid. Ceux-ci doivent cependant être révisés, d'autant qu'en vertu de la résolution [2396 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité, les États Membres sont désormais tenus de renforcer la sécurité des frontières, le partage de l'information, les mesures judiciaires et la coopération internationale et de mettre au point des stratégies appropriées concernant les poursuites, la réinsertion et la réintégration. Il importe de s'intéresser à la toute fin du parcours des combattants terroristes étrangers, sans négliger les premières phases durant lesquelles des jeunes continuent d'être radicalisés et recrutés, souvent en ligne. En fin de compte, la prévention constitue la première ligne de défense contre le terrorisme.

58. La DECT et d'autres entités des Nations Unies ont mené une action rapide et collective pour combattre le phénomène des combattants terroristes étrangers. En mai 2015, le Conseil de sécurité a publié une déclaration de sa Présidente sous la cote [S/PRST/2015/11](#), ce qui a donné lieu à l'adoption du plan de renforcement des capacités destiné à endiguer le flux de combattants terroristes étrangers, c'est-à-dire d'une démarche intégrée des Nations Unies fondée sur les Principes directeurs de Madrid. Dans sa résolution [2396 \(2017\)](#), le Conseil a prié la DECT et les autres entités signataires du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme d'examiner ce plan, qui, à l'heure actuelle, porte sur l'ensemble du parcours des combattants terroristes étrangers et comprend environ 40 projets de renforcement des capacités d'un coût estimé à 95 millions de dollars. Sur ce montant, environ 65 millions de dollars ont été fournis à ce jour, dont 10 % par le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, qui est l'organe du Bureau de lutte contre le terrorisme chargé du renforcement des capacités. M. Khan appelle tous les participants à investir dans le plan afin que les objectifs énoncés dans la résolution [2396 \(2017\)](#) et la déclaration de la Présidente du Conseil de sécurité publiée sous la cote [S/PRST/2015/11](#) puissent être atteints.

59. Bon nombre des projets de renforcement des capacités inclus dans le plan produisent déjà de bons résultats dans les régions touchées par le phénomène des combattants terroristes étrangers. Parmi eux figure le projet mondial entrepris par le Bureau de lutte contre le terrorisme pour aider les États Membres à utiliser les renseignements préalables concernant les voyageurs et

les dossiers passagers. Les contributions financières apportées par l'Arabie saoudite, les Pays-Bas et l'Union européenne ont permis au Centre de lutte contre le terrorisme de mener avec l'ONUDC et la DECT un projet sur la gestion des délinquants extrémistes violents et la lutte contre la radicalisation violente dans les prisons. Le Centre de lutte contre le terrorisme collabore également avec INTERPOL sur un projet conçu pour renforcer la capacité des États Membres d'enquêter et d'échanger des informations sur les combattants terroristes étrangers et élabore un manuel sur le respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire lors du traitement des questions concernant les enfants accompagnant des combattants terroristes étrangers.

60. **M. Karimipour** (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime), participant, signale que l'ONUDC a décelé d'importantes carences dans la réponse collective apportée aux menaces que représentent les combattants terroristes étrangers. Si la plupart des États Membres ont adopté des dispositions pénales conformes aux résolutions [2178 \(2014\)](#) et [2396 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité, certains n'ont pas assez bien défini les infractions visées, ce qui ralentit les enquêtes et les poursuites concernant des combattants terroristes étrangers et entrave la coopération transfrontières en matière d'application des lois et l'entraide judiciaire. Même lorsque des règles relatives au recrutement à des fins terroristes et à l'incitation au terrorisme sont en place, elles ne sont parfois pas appliquées, bien souvent en raison de la difficulté de recueillir, de conserver et d'utiliser des preuves électroniques. Il faudrait recueillir les preuves de façon plus efficiente, en particulier dans les zones de conflit, afin qu'elles soient admissibles devant les tribunaux. De nombreux combattants terroristes étrangers de retour n'ont pu être traduits en justice ou n'ont été inculpés que pour des infractions mineures car la qualité des éléments à charge, en particulier celle des preuves recueillies dans les pays de transit et de destination, ne suffisait pas à justifier les poursuites.

61. Étant donné que la coopération transfrontières est souvent lente et fastidieuse, les États Membres devraient se montrer plus sensibles aux dispositifs antiterroristes qui facilitent le partage de l'information, l'entraide judiciaire et les extraditions. Le fait de confier la prise en charge de la coopération dans les affaires liées au terrorisme à des autorités centrales particulières constitue une bonne pratique à cet égard. De plus, la coopération au sein des pays est parfois insuffisante, notamment entre les organismes publics chargés de

l'application des lois, de la sécurité des frontières, du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, le pouvoir judiciaire et l'armée. De nombreux États Membres doivent améliorer la détection des combattants terroristes étrangers aux frontières, en particulier au moyen des renseignements préalables concernant les voyageurs et des dossiers passagers.

62. Les interventions antiterroristes devraient tenir compte des dimensions de genre du phénomène des combattants terroristes étrangers, et plus particulièrement des violences sexuelles et fondées sur le genre commises par les groupes terroristes, de la nécessité de prêter assistance aux femmes victimes du terrorisme, du traitement des auteures d'actes terroristes et de la détention des femmes condamnées pour des infractions terroristes. En outre, alors que les États Membres sont de plus en plus souvent confrontés à des problèmes concernant les enfants liés à des combattants terroristes étrangers, peu de stratégies globales abordent la lutte contre l'enrôlement d'enfants et l'administration de la justice dans les cas où les enfants sont victimes, témoins ou auteurs d'infractions liées au terrorisme. Certains États Membres n'ont tout simplement pas les moyens ni les capacités nécessaires pour traiter le volume d'affaires concernant des combattants terroristes étrangers dont ils sont saisis. Parmi les domaines prioritaires auxquels il faut consacrer le renforcement des capacités, on citera : les techniques d'enquête spéciales ; les enquêtes conjointes ou transfrontières ; l'élimination du financement du terrorisme ; la prévention de la radicalisation en milieu carcéral.

63. L'ONUSC mène actuellement une initiative quinquennale visant à renforcer les dispositions juridiques nationales relatives aux combattants terroristes étrangers, à travers la promotion des résolutions 2178 (2014), 2322 (2016) et 2396 (2017) du Conseil de sécurité. Depuis 2014, il a pourvu à la formation de plus de 1 500 fonctionnaires à un éventail de questions liées aux combattants terroristes étrangers. Il intègre les questions de genre à toutes ses activités et se situe à l'avant-garde de l'action menée par l'ONU pour aider les États Membres à combattre le recrutement et l'exploitation d'enfants par les groupes terroristes. Début 2019, l'ONUSC a publié le Manuel relatif aux enfants recrutés et exploités par des groupes terroristes et lancera bientôt un nouveau manuel sur les dimensions de genre de la lutte contre le terrorisme. Il collabore en outre avec la DECT et l'Association internationale des magistrats du parquet à l'élaboration d'un guide pratique sur la demande de preuves électroniques lors

d'enquêtes transfrontières concernant des infractions terroristes.

64. **M^{me} Saeedi** (Programme des Nations Unies pour le développement), participante, dit que les mesures de sécurité adoptées pour combattre le phénomène des combattants terroristes étrangers doivent être complétées par des stratégies de prévention s'attaquant aux facteurs et aux causes profondes de l'extrémisme violent. Des études montrent que les stratégies de sécurité dures risquent d'attiser l'extrémisme violent. Dans le cadre de l'étude du PNUD intitulée « Journey to Extremism in Africa », 71 % des recrues ont affirmé que l'action du gouvernement était le facteur qui les avait convaincus de rejoindre un groupe extrémiste violent. À la faveur de son programme mondial pour des solutions de développement au service de la prévention de l'extrémisme violent, le PNUD contribue, aux niveaux national, régional et mondial, à promouvoir des sociétés pacifiques, un développement sans exclusion, l'état de droit, les droits de l'homme, la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance, l'engagement civique, la participation politique et l'élimination des inégalités horizontales qui alimentent la radicalisation. Les stratégies de prévention du PNUD sont axées sur le principe consistant à ne laisser personne de côté, tel qu'énoncé dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes conformément au Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent, et l'établissement de partenariats avec les chefs religieux et les groupes de femmes et de jeunes concernés.

65. Conscient qu'il importe d'agir au niveau local, le PNUD s'emploie avec l'International Civil Society Action Network à mettre en avant les solutions novatrices proposées par les organisations locales dirigées par des femmes pour assurer la réinsertion des personnes de retour et de leurs familles et les réintégrer à leur communauté locale. En outre, il appuie les États Membres au niveau national : au Kenya, il a mobilisé 60 conseillers et psychologues afin d'appuyer, par l'intermédiaire de services psychosociaux, les stratégies nationales de réinsertion et de réintégration et, au Maroc, il a appris au personnel pénitentiaire, aux pairs éducateurs et aux conseillers religieux à dispenser une formation professionnelle, à repérer les signes de radicalisation et à diffuser des messages religieux de paix.

66. Le PNUD encourage les partenariats qui sont des moyens essentiels de surmonter les conflits, les

différents, l'apathie et l'aliénation. Par exemple, dans le bassin du lac Tchad, il collabore étroitement avec la DECT, l'Organisation internationale pour les migrations, l'ONUSD et l'Union africaine pour soutenir la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram.

67. Ce n'est qu'au moyen de stratégies de prévention axées sur le développement, de solutions locales adaptées aux différents contextes et de partenariats inclusifs que l'ONU pourra aider les États Membres à régler les problèmes complexes que posent les combattants terroristes étrangers de retour et relocalisés. Il convient donc de bien faire figurer ces trois notions dans les Principes directeurs de Madrid.

68. **M. Kessels** (Global Centre on Cooperative Security), participant, indique que la société civile a largement contribué à l'action menée par l'ONU pour prévenir l'extrémisme violent et combattre le terrorisme partout dans le monde. Les résolutions [2395 \(2017\)](#) et [2396 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité mettent en exergue le rôle de la société civile et l'importance de la coopération entre la DECT et les organisations de la société civile.

69. Le 19 novembre 2018, la DECT et le Global Centre ont accueilli un exposé interactif lors duquel des organisations de la société civile, des universitaires et des organisations non gouvernementales ont pu entendre directement les explications de la DECT sur le processus d'examen des Principes directeurs de Madrid et formuler des recommandations et des observations à l'intention des membres du Conseil de sécurité et d'autres entités des Nations Unies. L'ONU et ses États Membres devraient continuer de consulter la société civile, non seulement aux fins de l'élaboration des stratégies et politiques, mais aussi au sujet de l'application pratique des mesures destinées à lutter contre la radicalisation et le recrutement et à appuyer les stratégies de réinsertion et de réintégration. Interagissant directement avec les populations locales, le secteur de la société civile est bien placé pour faire en sorte que les mesures, les interventions et les programmes de renforcement des capacités visant à lutter contre le terrorisme se fondent sur des données factuelles, soient dynamiques, n'aient pas d'effets pervers, tiennent compte des risques, besoins et sensibilités individuels et intègrent de façon nuancée les questions de genre. De même, l'action de la société civile est particulièrement utile pour protéger les droits et les intérêts des enfants, cet aspect étant de plus en plus

important car les familles des combattants terroristes étrangers de retour ou relocalisés comptent souvent des enfants. Le droit international dispose que les enfants ne doivent pas être incriminés ou devenir apatrides par association avec leurs parents.

70. Les organisations de la société civile peuvent également contribuer aux activités de réinsertion et de réintégration, puisqu'elles travaillent souvent dans les communautés dans lesquelles les combattants terroristes étrangers retournent ou sont relocalisés. Elles connaissent particulièrement bien et dans leur ensemble les populations touchées par le terrorisme en raison de l'action qu'elles mènent pour venir en aide à l'entourage social des auteurs et des victimes et favoriser le relèvement et la réconciliation au sein des communautés traumatisées. En outre, elles peuvent aider les autorités à concilier mesures de répression et de réinsertion et à mieux utiliser les possibilités d'appliquer la loi avec clémence, l'objectif étant de donner la priorité aux poursuites, de mettre fin aux mauvaises conditions de détention et de privilégier des approches fondées sur les risques et les besoins.

71. Le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, inscrit dans le pilier IV de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, est un élément indispensable de toute mesure antiterroriste. L'utilisation des renseignements préalables concernant les voyageurs, des dossiers passagers, des listes de surveillance et des données biométriques, mentionnée dans la résolution [2396 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité, soulève des préoccupations liées au droit à la vie privée, aux clauses d'extinction et aux mécanismes de contrôle indépendants. La société civile joue un rôle essentiel dans le contrôle et dans l'application du principe de responsabilité en veillant à ce que les politiques gouvernementales respectent les droits de l'homme, ne dépassent pas les limites de la nécessité et soient légitimes, proportionnées et efficaces. À cet égard, il faut absolument que les cadres juridiques et opérationnels protègent l'espace civique, notamment en garantissant l'autonomie des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de la personne.

72. Afin que les Principes directeurs de Madrid et leurs additifs futurs soient appliqués aux niveaux national et local, l'ONU devrait organiser des réunions régionales et sous-régionales pour mieux faire connaître les obligations et les orientations, recenser les besoins en matière de renforcement des capacités et définir des stratégies en phase avec les cadres régionaux, bilatéraux et nationaux en vigueur. Ces réunions devraient être

ouvertes à un large éventail d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et faire fond sur les activités positives déjà menées à bien par l'ONU.

73. **M^{me} Zubiri** (Comité interaméricain contre le terrorisme de l'Organisation des États américains) considère le principe de la double incrimination comme un élément fondamental des efforts des États Membres visant à empêcher les terroristes d'utiliser des lieux comme refuges. Toutefois, les pays ne disposent pas d'une stratégie uniforme pour ce qui est d'incriminer les infractions liées aux combattants terroristes étrangers et n'ont, dans certains cas, pas consacré le principe aut dedere aut judicare dans leur code pénal ou dans leur code de procédure pénale. M^{me} Zubiri aimerait savoir quelle assistance en matière de législation et de renforcement des capacités l'ONUDC propose aux États Membres pour les aider à intégrer la double incrimination et le principe aut dedere aut judicare à leurs procédures concernant l'extradition et l'incrimination des infractions en question.

74. **M. Karimipour** (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime) explique que l'ONUDC a élaboré des pratiques optimales concernant l'application du principe de la double incrimination sur la base des études de droit pénal international les plus récentes. Cependant, étant donné que certains États Membres n'ont pas adopté et n'appliquent pas universellement les Principes directeurs de Madrid, ils ne disposent pas des lois nationales nécessaires pour utiliser certains des outils recommandés par l'ONUDC afin de demander une entraide judiciaire. Une meilleure harmonisation de la façon dont les États Membres incriminent les infractions liées aux combattants terroristes étrangers réduira le risque de failles législatives concernant notamment le principe aut dedere aut judicare et la double incrimination.

Clôture de la séance

75. **M^{me} Coninx** (Directrice exécutive de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme), dit que la DECT demeure consciente de la complexité et du nombre élevé des problèmes que rencontrent les États Membres dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que de la gravité et de l'évolution de la menace mondiale que représentent les combattants terroristes étrangers. Il n'existe aucune raison que les États Membres baissent la garde ou réduisent les initiatives de lutte contre le terrorisme : rien qu'au cours des semaines précédentes, des attentats terroristes ont été perpétrés sur presque tous les

continents. On estime déjà qu'environ 7 000 personnes qui se trouvaient dans des zones de conflit sont retournées dans leur pays d'origine ou de nationalité ou se sont déplacées vers d'autres États Membres, mais on s'attend à ce que le nombre de combattants terroristes étrangers de retour ou relocalisés augmente dans l'avenir proche. Le nombre de retours a été particulièrement élevé au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Europe et dans les pays de la Communauté d'États indépendants.

76. La séance spéciale en cours consacrée à l'examen des Principes directeurs de Madrid est censée être consultative, mais les débats devraient permettre à la communauté internationale de mettre en place un ensemble d'outils pratiques et concrets. Pour appliquer les nouveaux Principes directeurs de Madrid, les États Membres devront faire preuve de plus de coordination, d'engagement et de créativité dans les années à venir. Ils doivent également collaborer afin de mettre à profit autant que possible les Principes révisés, en particulier en augmentant au maximum leur capacité de rendre justice aux survivants et aux victimes ainsi qu'à leurs familles et à la société. La DECT est déterminée à travailler avec tous les partenaires pour aider les États Membres à appliquer les Principes révisés.

77. **Le Président** dit que le Comité continuera d'étudier les points soulevés par les États Membres, les organisations internationales et régionales, les membres de la société civile et les autres parties prenantes, afin de terminer l'examen des Principes directeurs de Madrid dès que possible. La DECT produira un rapport final résumant les débats d'experts tenus lors de la séance, lequel constituera une base solide pour la définition des notions pratiques et des principes spécifiques qui sous-tendront la suite des travaux du Comité. Avec l'appui de la DECT, le Comité envisagera d'organiser une réunion publique d'information supplémentaire au cours de l'année suivante afin de débattre de l'application des Principes révisés après leur adoption.

La séance est levée à 17 h 50.